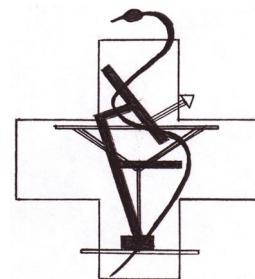


L'ÉCHO



Des Pharmacies (1996) et des Laboratoires d'Analyses Médicales (0959)

édito

Décembre 2019

N°209

Sommaire

❑ EDITO

❑ LABORATOIRE DE BIOLOGIE MÉDICALE

Négociation sur la nouvelle grille de classification : aucune avancée sur la valeur du point. _____ P. 2-

❑ OFFICINES

Haut degré de solidarité : un fond méconnu et sous-employé.

❑ FNIC

« 4 pages RETRAITE »



Bulletin d'information bimestriel des Syndicats CGT du personnel des pharmacies d'officines et des laboratoires d'analyses médicales.

ISSN 07657021

Commission Paritaire : 0124507701

Directeur de publication : Emmanuel LEPINE

Imprimé par nos soins : FNIC CGT

Bimestriel - 2,74 €

case 429 - 263, rue de Paris

93100 Montreuil

E-mail : contact@fnic-cgt.fr

Site : <http://www.fnic-cgt.fr>

● MOTION DU COMITÉ EXÉCUTIF FÉDÉRAL DE LA FNIC-CGT

La direction fédérale a reçu un nombre très important, rarement vu, de remontées des syndicats appelant à la grève le 5 décembre. Dans de nombreux secteurs privés comme publics, les salariés répondent massivement présents, tant sur le fond que sur la forme, aux appels qui se sont multipliés dans toutes les professions, chez les citoyens quelle que soit la couleur de leur gilet, chez les étudiants, les retraités, etc. Dans ces conditions, la question des suites de la bataille contre le démantèlement de notre retraite solidaire se pose dès à présent.

Il est clair que la forme du **MOUVEMENT DU 5 DÉCEMBRE**, à savoir la perspective de démarrage d'une **GRÈVE RECONDUCTIBLE**, a été beaucoup plus mobilisatrice que les traditionnelles et inutiles « journées d'action », marques de la stratégie perdante du « syndicalisme rassemblé », qui ne regroupaient plus qu'une partie de plus en plus faible des seuls militants. Aujourd'hui, ce sont les travailleurs qui sont unis autour d'une même exigence.

Nous devons en tirer enseignement : la CGT, toutes ses composantes, doit d'abord être un exemple de clarté et de lisibilité dans la revendication, à savoir : **le retrait sans condition du projet Delevoye et comme**

deuxième étape, notre revendication CGT en matière de retraites et plus largement, de projet de société CGT.

Ensuite, la CGT, dans sa communication comme à tous les niveaux du terrain jusqu'au niveau national, doit tenir son rôle d'organisation de travailleurs, et non se contenter de les renvoyer à leurs responsabilités en matière de mobilisation.

Sur la méthode, il faut une rupture avec la stratégie des « journées d'action », ne pas retomber dans la succession stérile de manifestations de rues sans blocage de l'économie.

C'est pourquoi la FNIC-CGT appelle à d'abord généraliser les grèves dans les entreprises, à occuper les lieux de production, et à organiser l'occupation des sites industriels et des services, et ensuite à organiser, à participer aux manifestations pour rendre visible le rapport de forces construit.

Cessons le travail. Occupons les lieux de travail jusqu'au retrait du projet Delevoye. Débattons, agissons pour redevenir citoyens et décideurs de notre destin. C'est ainsi que notre force collective permettra de changer la donne, et la peur, de changer de camp.

Montreuil, le 3 décembre 2019

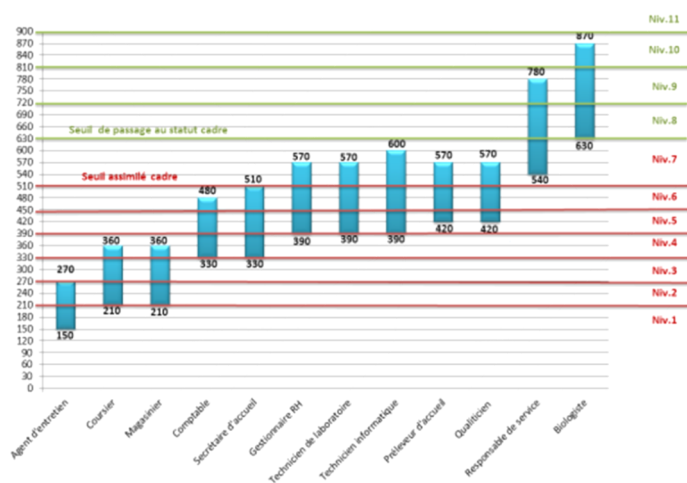


Négociation sur la nouvelle grille de classification :

AUCUNE AVANCÉE SUR LA VALEUR DU POINT !

- ❑ Les emplois repères ont été cotés (voir tableau) mais à ce jour aucune équivalence entre les points attribués à chaque emploi et la grille de rémunération

Echelle des cotations prenant en compte les aménagements convenus lors de la CPPNI du 16 octobre 2019

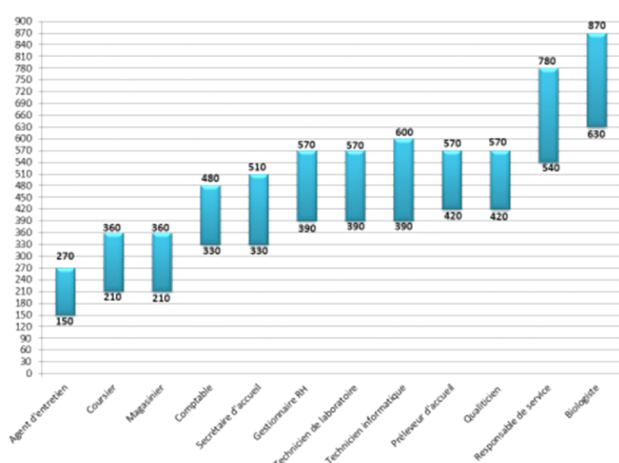


NB. Nouvel intitulé du préleveur d'accueil : préleveur médical et d'accueil

Solange Biet
CGPML

Les projets des patrons de la branche

Echelle des cotations prenant en compte les aménagements convenus lors de la CPPNI du 16 octobre 2019



NB. Nouvel intitulé du préleveur d'accueil : préleveur médical et d'accueil

Solange Biet
CGPML

La CGT a, tout au long de cette négociation, rappelé les principes sur lesquels doit être bâtie cette grille de classification :

- ▶ La Grille doit être « fluide » et chaque salarié doit pouvoir progresser en coefficient tout au long de sa carrière.
- ▶ Les progressions automatiques existantes à l'heure actuelle dans la convention collective doivent être maintenues.
- ▶ A diplôme de niveau équivalent, coefficient équivalent.
- ▶ Enfin, la correspondance entre grille de classification et grille de rémunération doit se faire via une « valeur de point » afin de pouvoir calculer facilement le salaire minimum de chaque coefficient et avoir une réelle progression salariale entre deux coefficients.



Haut degré de solidarité...

UN FONDS MÉCONNU ET SOUS-EMPLOYÉ

Toutes les officines, dans le cadre de la couverture « Prévoyance », cotisent dans un fonds spécial, géré par l'APGIS, appelé Fonds « Haut Degré de Solidarité » (HDS).

Le HDS peut financer la prise en charge partielle ou totale de la cotisation pour certains salariés ou anciens salariés, il peut également financer des actions de préventions, des actions d'aides sociales, mais il peut surtout aider les salariés à faire face à des imprévus ou à des dépenses importantes.

Les aides en cas d'imprévus peuvent être notamment des aides pour l'accompagnement en cas de décès du salarié ou d'un membre de la famille.

Les aides financières en cas de dépenses de santé importantes sont attri-

buées sur étude de dossier par la Commission Paritaire Nationale de la Pharmacie d'Officine, dans laquelle siègent les représentants des salariés. *(La CGT est représentée par trois camarades à la CPN).*

Le HDS peut aussi aider les salariés en situation d'aidant familiaux, en finançant, des heures de garde d'enfant, d'aide-ménagère, des frais de transport ou des examens médicaux ou paramédicaux particuliers. Cette aide spécifique peut aller jusqu'à 750 €.

A ce jour, le fonds est très bien doté et les dépôts de demande d'aide sont très peu nombreux.

Les salariés ne doivent donc pas hésiter à se renseigner en cas de besoin.

LES CONTACTS

www.filapgis.apgis.com ou 0969397552

RÉFORME DES RETRAITES :

UNE RÉFORME IDÉOLOGIQUE DU PATRONAT ET DE LA FINANCE

Voilà plus de 70 ans, à la sortie de la guerre, que nos anciens ont pensé, réfléchi et mis en place un modèle social répondant à leurs besoins immédiats en matière de protection sociale, que ce soit la santé, la retraite, le chômage ou la famille, mais qui répondrait aussi aux besoins des générations à venir de l'époque, c'est -à-dire la nôtre aujourd'hui.

Mais cela fait aussi plus de 70 ans que le patronat, celui qui disait avant-guerre « plutôt Hitler que le Front populaire », qui a collaboré avec le nazisme, et le monde du Capital et de la Finance, lutte farouchement pour remettre en cause et détruire tous ces conquits sociaux.

Macron aujourd'hui ne fait que continuer, voire accélérer la casse du système social français. Mais est-ce vraiment une surprise ? Non, et pour celles et ceux qui voulaient l'entendre et le comprendre, il l'avait annoncé dans sa campagne présidentielle. Il le disait lui-même : il ne voulait pas réformer le système mais le transformer (déclaration au JDD en septembre 2016), estimant que les réformes des décennies précédentes ne faisaient les choses qu'à moitié !

C'est donc en toute logique que, dès qu'il a accédé au pouvoir, il s'est engagé dans cette transformation, le plus souvent par ordonnances, empêchant ainsi tout débat démocratique, pour répondre à

l'attente de ses pères, ceux du Capital et de la Finance : casse du Code du travail, formation professionnelle et indemnisation de l'assurance chômage n'en sont que des étapes pour un changement complet de société dirigé vers le tout privatisé.



Aujourd'hui, le projet de réforme des retraites qu'on veut nous imposer est toujours dans cette même logique capitaliste :

- passer d'un système à prestations définies, c'est-à-dire que l'on connaît à l'avance le calcul de la pension, à un système par points à cotisations définies, c'est-à-dire que la cotisation est fixe et c'est la pension qui sert de variable d'ajustement pour garantir l'équilibre du système,
- bloquer les recettes du financement, en limitant les ressources. Le projet bloque d'une part l'enveloppe globale à un pourcentage du PIB (14 %, à peu de chose près comme actuellement) et le niveau de prélèvement à 28,12 % pour le taux de cotisation.

Alors que l'on prévoit une augmentation de 50 % du nombre de retraités d'ici à 2050, bloquer l'enveloppe des recettes c'est donc inévitablement le montant moyen des pensions de retraite qui sera revu à la baisse, en moyenne de 30 %.

Pour faire passer sa réforme idéologique, Macron est prêt à tout !

D'une part il est prêt à faire porter la réforme des retraites sur les nouveaux entrants sur le marché du travail, et nous demander d'accepter de mettre nos enfants et petits-enfants dans l'insécurité sociale et la misère en fin de carrière professionnelle.

Alors que, selon les chiffres de nos gouvernants, il serait urgent de changer de système, ils seraient pourtant prêts à en reporter les effets à 40 voire 50 ans ! Nous sommes donc bien dans une volonté de transformation systémique liée à l'idéologie capitaliste et non pas une nécessité structurelle.



Mais pour quel objectif ?

Un objectif financier évidemment ! Rien que sur les retraites, ce sont plus de 320 milliards d'euros par an qui échappent à la mainmise du monde de la finance. En effet, les cotisations des actifs servant directement à financer les retraites, il n'y a aucune spéculation possible. Et sauf à supprimer le travail, il est donc impossible que notre système fasse faillite.

Pour ces briseurs de droit social, il faut donc trouver les prétextes pour justifier ce changement de société basée sur la solidarité inter-

générationnelle vers un système du tout privé capitaliste. Voilà pourquoi, depuis des décennies, ils provoquent volontairement les déficits de notre protection sociale.

Le dernier en date est la transformation du Crédit d'impôt pour la Compétitivité et l'Emploi en baisse pérenne de cotisations sociales. Ce sont ainsi près de 18 milliards d'euros par an qui ont été basculés de la fiscalité vers une baisse de recettes sociales. De même, en désocialisant les heures supplémentaires et la prime « Gilets jaunes » là encore ce sont 3 milliards d'euros de ressources dont va être privée la protection sociale.



À cela, il faut ajouter les 10 % du PIB qui ont été basculés, depuis les années 1980, de la part des salaires vers les profits, ce qui représente plus de 220 milliards d'euros par an, soit un manque à gagner pour les cotisations sociales d'environ 110 milliards d'euros.

Faites les comptes : on est bien loin du déficit annoncé de 5 milliards de la Sécurité sociale pour 2019.

Mais au-delà de cette création volontaire de déficit organisée par les gouvernements successifs, ce basculement de 10 % du PIB des salaires vers les profits, ce sont aussi 110 milliards d'euros qui manquent sur nos salaires directs : là encore faites les comptes, pour 30 millions de salariés, actifs et privés d'emploi, c'est **3 700 euros net** qui nous ont été volés rien que pour l'année 2018, et en fin de compte tous les ans si on tient compte d'un PIB moyen de 2 200 milliards d'euros/an.

La communication du gouvernement et du patronat est bien rodée. On nous parle de déficit, de dette publique à coup de millions, de milliards d'euros, mais réellement cela représente quoi ?

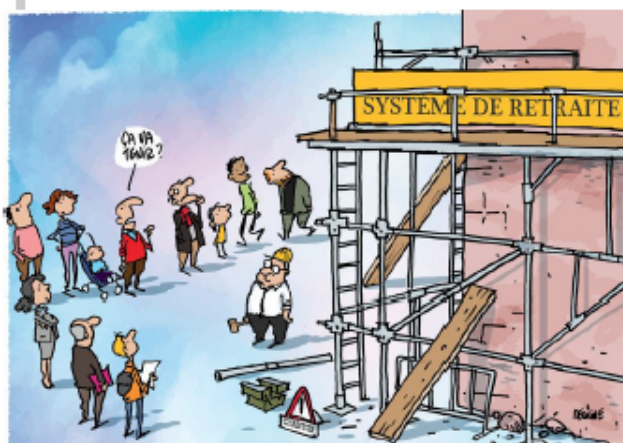
5 milliards d'euros de déficit 2019 pour la Sécurité sociale, c'est 0,2 % des richesses annuelles créées.

En 2016, dernière année de référence connue, le salaire moyen mensuel net était de 2 442 euros. En nous spoliant des 3 700 euros, c'est donc 1 mois de salaire et demi qui nous sont volés tous les ans.

Et on nous dit que l'on ne peut pas augmenter les salaires !

Alors que les grands patrons et les actionnaires engrangent les profits que nous fabriquons, s'augmentent de façon indécente, il n'y aurait rien pour les travailleurs, les retraités, les privés d'emploi et les étudiants !

Le mal capitaliste est partout. C'est lui qui cause les restrictions budgétaires dans la santé, ferme les hôpitaux, ou dans l'éducation, mais aussi dans les services publics, les transports, tous ces services qui sont utiles et répondent aux besoins de la population.



Les capitalistes étaient-ils plus malheureux en 1980 qu'aujourd'hui ? Certes ils avaient moins de millions ou de milliards sur leur compte.

Par contre, ce qui est certain, c'est que dans le camp des travailleurs, il y avait moins de personnes qui travaillaient et étaient sous le seuil de pauvreté, moins de gens qui étaient dans l'impossibilité financière de se soigner, de se chauffer, de vivre décemment.

L'argent est là, et il y a urgence sociale à augmenter les salaires.

Mais pour reprendre ne serait-ce que ce qui nous a été volé au fil des décennies, nos droits, notre salaire, nous n'avons d'autres choix que nous mobiliser et être dans l'action.

Rien n'a été donné à nos anciens, tout a été conquis et aujourd'hui nous devons partir à la reconquête.

Et ce n'est pas par la négociation ou le dialogue social, outil patronal de gestion des tensions sociales, que nous inverserons le rapport de force.

Toutes et tous ensemble, et pas par délégation en se reposant sur quelques professions ou secteurs d'activité.

Face à une attaque globale de notre protection sociale et de notre système de société solidaire il nous faut une riposte générale.

Il nous faut atteindre ce qui leur est le plus cher, à savoir leur profit, et le seul outil que nous possédons est la grève, le seul qui leur fait peur.

L'arrêt de production, qu'il soit manufacturier ou de service, est le seul qui atteint leur cœur, c'est-à-dire leur portefeuille, la Finance.

Une grève forte, de tous les services, toutes les entreprises, toutes les professions et en même temps voilà ce qui retournera le rapport de force en faveur des travailleurs.

Avant toute manifestation, notre objectif doit d'abord être de bloquer la production et les services, de mettre en place des blocages économiques.

La mémoire collective de lutte fait souvent référence aux grandes manifestations de 1936 ou 1968, mais avant d'être dans les manifestations, les travailleurs étaient d'abord en grève et avaient arrêté les entreprises, dans tous les secteurs d'activité.

NOUS DEVONS DONC REPRENDRE À NOTRE COMPTE CETTE MÊME ORGANISATION DANS NOS ACTIONS.

FACE À UNE ATTAQUE GLOBALE, PAR LE GOUVERNEMENT ET LE PATRONAT, DE NOTRE SYSTÈME SOCIAL, DE SANTÉ, DE SERVICE PUBLIC ET DE L'ÉDUCATION, ET POUR L'INTÉRÊT GÉNÉRAL, OPPOSONS UN FRONT POPULAIRE ET CITOYEN REGROUPANT LES TRAVAILLEURS, LES SYNDICATS, LES ASSOCIATIONS, LES COLLECTIFS ET LES FORCES POLITIQUES PROGRESSISTES.

ALORS POUR :

- ➡ **DÉFENDRE NOTRE PROTECTION SOCIALE,**
- ➡ **DÉFENDRE NOS RETRAITES ET CELLES DE NOS ENFANTS,**
- ➡ **L'AUGMENTATION DE NOS SALAIRES,**
- ➡ **DEFENDRE L'EMPLOI,**

**TOUTES ET TOUS EN
GRÈVE À PARTIR DU
5 DÉCEMBRE**



*A vos côtés pour assurer
votre tranquillité*

Depuis 45 ans, l'APGIS, institution de prévoyance, est l'instigatrice d'une protection sociale innovante, collective et solidaire, au profit des branches professionnelles, des entreprises et de leurs salariés. Organisme à but non-lucratif, elle dédie ses moyens à son fonctionnement, à sa solidité financière mais également à l'amélioration des services rendus aux entreprises et aux assurés.

Paritarisme, agilité, solidarité et transparence sont les valeurs qui guident l'APGIS dans l'accompagnement au quotidien de ses 44 000 entreprises adhérentes et de ses 880 000 bénéficiaires.

APGIS

12, rue Massue
94684 Vincennes cedex
Tél. 01 49 57 16 00
www.apgis.com